

8 février 2024

Recommandations budgétaires fédérales 2024-2025

Table des matières

Résumé des recommandations	3
1. L'Alliance de l'industrie touristique du Québec	5
2. Données statistiques	5
3. Développement et mise en marché	6
4. Améliorer la mobilité sur le territoire	9
Graphique 1 – Présence d'infrastructures et de moyens de transport	10
Graphique 2 – Améliorations souhaitées en transport	11
5. Limiter les effets de la pénurie de main-d'œuvre	11
Graphique 3 – Impact de la pénurie de main-d'œuvre	13
Graphique 4 – Solutions à privilégier	14
6. Conclusion	15



Résumé des recommandations

Recommandation 1

Que le gouvernement accepte la recommandation de l'Association de l'industrie touristique canadienne de mettre en place un nouveau programme de prêt sur cinq ans pour l'industrie touristique. Ce programme s'adresserait uniquement aux entrepreneurs qui détiennent un prêt du CUJEC avec un montant à payer au 29 mars 2024.

Recommandation 2

Que le gouvernement prolonge l'initiative d'appui aux grands festivals et événements en rendant permanents les ajouts faits en 2019-2020 au Fonds du Canada pour la présentation des arts (8 M\$) et au programme de développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine (7 M\$).

Recommandation 3

Que le gouvernement s'assure que le Programme pour la croissance du tourisme dispose de suffisamment de fonds pour répondre à l'ensemble des projets structurants, porteurs et innovateurs déposés par l'industrie touristique.

Recommandation 4

Que le gouvernement pérennise le financement de Destination Canada en ajoutant un minimum de 30 M\$ par année au financement de base afin d'offrir à cet organisme une véritable capacité à promouvoir le Canada sur les marchés clés à fort potentiel.

Recommandation 5

Que le gouvernement assure le soutien financier requis à la mise en place et à la promotion de liaisons aériennes directes stratégiques sur les marchés cibles à fort potentiel d'émission de touristes.

Recommandation 6

Que le gouvernement réduise le taux de taxation du transport aérien qui nuit à la compétitivité des entreprises aériennes et présente un frein à l'établissement de nouvelle connexion.

Recommandation 7

Que le gouvernement développe des liaisons ferroviaires plus rapides, directes et abordables entre le Québec et l'Ontario, soit des portes d'entrée de Montréal et de Toronto vers certaines régions ciblées. À cet égard, il est requis de revisiter le projet de TGF actuellement envisagé pour s'assurer qu'un projet de TGV reliant Québec à Toronto ne serait pas une option plus rentable comme projet de société pour l'avenir.



Recommandation 8

Que le gouvernement offre davantage de mesures fiscales pour les travailleurs expérimentés de 60 ans et plus et augmente le revenu maximal avant réduction de la prestation du supplément de revenu garanti.

Recommandation 9

Que le gouvernement réforme l'assurance-emploi afin de reconnaître le travail saisonnier et faciliter le maintien du lien d'emploi.

Recommandation 10

Que le gouvernement offre des incitatifs aux entreprises qui favorisent le maintien en emploi des 60 ans et plus.

Recommandation 11

Que le gouvernement ajoute un volet au Programme des travailleurs étrangers temporaires dédié à l'industrie touristique et comportant une demande simplifiée afin de faciliter le processus pour les entrepreneurs et d'en accélérer le traitement.

Recommandation 12

Que le gouvernement poursuive le soutien financier pour stimuler l'innovation dans la numérisation des entreprises permettant de revoir et d'automatiser certaines routines de travail.

1. L'Alliance de l'industrie touristique du Québec

Représentant plus de 10 000 entreprises et 50 associations touristiques régionales et sectorielles membres, l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) est la plus importante fédération provinciale d'affaires spécialisée en tourisme au Canada. Elle incarne la volonté du secteur privé et associatif de valoriser la contribution significative du secteur économique touristique à la vitalité des régions tout en portant la parole au nom de ses membres.

2. Données statistiques

Afin d'étayer ses recommandations, l'Alliance a mis sur pied son Centre d'intelligence d'affaires en tourisme qui permet d'obtenir des données statistiques récentes et représentatives du milieu touristique. La *Situation des entreprises touristiques du Québec* (SETQ), publiée trimestriellement, offre une analyse courante des attentes et de la situation des entreprises du secteur touristique québécois. Pour sa réalisation, l'Alliance demande à Statistique Canada une compilation spéciale des résultats trimestriels de l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises* afin d'obtenir des données sur le secteur et les sous-secteurs touristiques québécois et canadiens. Les données présentées pour l'édition d'hiver 2024 ont été collectées entre le 3 octobre et 6 novembre 2023.

Le lancement en novembre 2023 du RADAR, un outil interne de sondage sur les enjeux et préoccupations des entreprises et organismes touristiques membres de l'Alliance, a permis d'obtenir le pouls de 1 176 représentants des entreprises et organisations touristiques du Québec provenant de toutes les régions du Québec sur les thèmes principaux identifiés au cours de l'année. Les réponses présentées ont été récoltées entre le 8 et le 22 novembre 2023.

Le sommaire de l'étude de la SETQ et les résultats du RADAR sont disponibles sur le site de l'Alliance à l'adresse alliancetouristique.com.

Ces deux outils accordent à l'Alliance une précision remarquable pour identifier les besoins et les pistes de solution souhaitées par les entreprises touristiques du Québec. Les informations obtenues ont contribué à la formulation de recommandations budgétaires adaptées pour le développement du tourisme.

3. Développement et mise en marché

Au Québec, le tourisme représente un secteur d'activité composé de près de 355 000 employés avec des recettes touristiques qui ont atteint 14,5 milliards de dollars en 2022¹. De plus, le Québec récupère plus rapidement ses touristes internationaux que l'ensemble du pays et a dépassé les résultats de 2019, qui était une année record.

Cependant, la santé financière des entreprises touristiques s'est sérieusement dégradée avec l'inflation et la hausse des coûts (intrants, intérêts, assurances, etc.). Durant la pandémie, le gouvernement fédéral avait offert une bouée de sauvetage aux entreprises canadiennes avec le compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) qui a permis à plusieurs entrepreneurs de garder la tête hors de l'eau. Ce programme est venu à échéance en début d'année, mais les soucis financiers demeurent.

Selon l'édition d'hiver de la SETQ, 68 % des entreprises touristiques québécoises ont obtenu un prêt du CUEC. En octobre dernier, 82 % de celles-ci n'avaient pas remboursé son prêt en intégralité. D'ici le 31 décembre 2026, c'est une entreprise touristique québécoise sur trois qui ne sera pas ou ne sait pas si elle sera en mesure de rembourser le montant consenti par le gouvernement. Il va sans dire que le non-renouvellement de la date limite pour bénéficier de la radiation pouvant atteindre 20 000 \$ affectera plusieurs entrepreneurs qui perdront ce montant, voire cesseront définitivement leurs activités.

Pour poursuivre leur développement et leur croissance, les entrepreneurs touristiques, qui ont été les plus affectés par la pandémie, ont besoin d'un soutien prolongé de la part du gouvernement. La période économique actuelle contribue aux difficultés financières des entreprises touristiques, principalement composées de PME. En offrant un nouveau sursis aux entreprises qui ont utilisé le CUEC, le gouvernement pourrait jouer un rôle afin d'aider les entrepreneurs à passer au travers cette tempête.

Dans un autre ordre d'idée, la concurrence entre les destinations est actuellement très intense et le demeurera pour plusieurs années. Les pays concurrents soutiennent le développement des produits, expériences et

¹ Ministère du Tourisme du Québec. « Portrait de l'industrie touristique ». <https://www.quebec.ca/tourisme-et-loisirs/services-industrie-touristique/etudes-statistiques/portrait-industrie-touristique>

infrastructures par le biais de programmes qui stimulent les investissements tant privés que publics. À ce sujet, une étude de la Chaire de tourisme Transat recense les différents programmes publics d'aide ou d'intervention financière en tourisme dans d'autres juridictions. On y découvre notamment que :

« L'Autriche se démarque par ses programmes en soutien à l'innovation dans les entreprises les plus touchées par la pénurie de main-d'œuvre et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs (jusqu'à 265 760 \$ par projet). Le Portugal (enveloppe de 10,6 M\$) et l'Espagne (enveloppe de 26 M\$ et 6 M\$) se distinguent considérablement des autres dans le domaine de la transformation numérique [...]. L'Espagne a même implanté son Réseau de destinations intelligentes (25 membres) et le Portugal son réseau de villes intelligentes (40 membres). Ces destinations touristiques utilisent l'innovation comme un outil pour atteindre leurs objectifs de transition numérique, pour répondre aux besoins en développement durable et augmenter leur attractivité sur les marchés internationaux². »

Les destinations de calibre mondial qui souhaitent se distinguer investissent également massivement dans la mise en marché et utilisent l'intelligence d'affaires pour mieux se positionner dans un marché dont les besoins des voyageurs sont en constante évolution. Au sud de la frontière, le *Restoring Brand USA Act* de 2022 a accordé la somme de 250 M\$ à Brand USA pour faire la promotion et attirer les voyageurs internationaux aux États-Unis. Il s'agit d'un investissement majeur pour aller reprendre une part de ce marché lucratif qui a été affecté par la pandémie de COVID-19.

Il est essentiel de consolider la position concurrentielle au niveau mondial du Canada en agissant sur ces deux fronts. En ce sens, le pays et l'industrie doivent bénéficier des ressources, de l'agilité et de la synergie requises à la consolidation de la compétitivité du Canada, ici et à l'international.

Pour ce faire, le gouvernement doit accentuer ses efforts de promotion auprès des marchés clés à fort potentiel. Les actions de Destination Canada à l'international représentent la porte d'entrée pour découvrir le Canada et elles

² Chaire de tourisme Transat. « Étalonnage des leviers financiers en tourisme ». 1^{er} novembre 2022, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/tourisme/etudes-statistiques/RA-Rapport_Final_Leviers_financiers.pdf

doivent bénéficier d'un soutien financier supplémentaire pour se démarquer dans un marché hautement compétitif et en constante évolution.

Le tourisme doit également profiter des initiatives du gouvernement fédéral pour se développer et maintenir son attrait pour les visiteurs internationaux. Cependant, le financement doit être à la hauteur des retombées que procurent les activités touristiques. Par exemple, à eux seuls, les événements majeurs internationaux produisent plus de 350 M\$ annuellement en retombées économiques³.

Le travail accompli dans le cadre de la nouvelle Stratégie fédérale pour la croissance du tourisme doit se répercuter en réalisation tangible pour le secteur touristique. Le Programme pour la croissance du tourisme est une initiative de cette nouvelle stratégie qui doit répondre aux besoins des entreprises qui souhaitent développer de nouvelles expériences.

Nous rappelons aussi que les efforts du gouvernement fédéral doivent être coordonnés et synergiques avec les programmes offerts par les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'intervenir de manière efficace au bénéfice des entreprises de notre secteur économique.

Recommandation 1

Que le gouvernement accepte la recommandation de l'Association de l'industrie touristique canadienne de mettre en place un nouveau programme de prêt sur cinq ans pour l'industrie touristique. Ce programme s'adresserait uniquement aux entrepreneurs qui détiennent un prêt du CUEC avec un montant à payer au 29 mars 2024.

Recommandation 2

Que le gouvernement prolonge l'initiative d'appui aux grands festivals et événements en rendant permanents les ajouts faits en 2019-2020 au Fonds du Canada pour la présentation des arts (8 M\$) et au programme de développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine (7 M\$).

³ Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI). <https://remi.qc.ca/>



Recommandation 3

Que le gouvernement s'assure que le Programme pour la croissance du tourisme dispose de suffisamment de fonds pour répondre à l'ensemble des projets structurants, porteurs et innovateurs déposés par l'industrie touristique.

Recommandation 4

Que le gouvernement pérennise le financement de Destination Canada en ajoutant un minimum de 30 M\$ par année au financement de base afin d'offrir à cet organisme une véritable capacité à promouvoir le Canada sur les marchés clés à fort potentiel.

4. Améliorer la mobilité sur le territoire

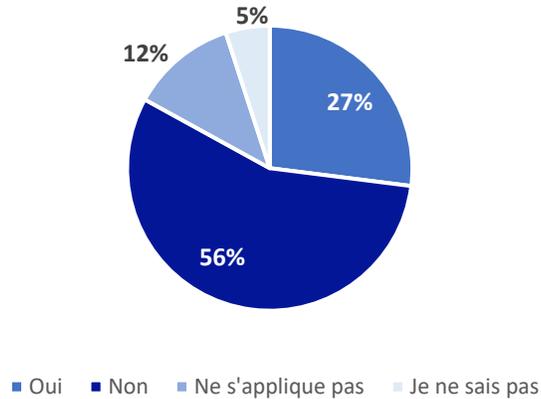
Le territoire canadien est immense et s'y déplacer efficacement pour le découvrir peut paraître une épreuve pour certains. C'est sans surprise que la mobilité sur le territoire est l'enjeu prioritaire pour les entreprises touristiques qui souhaitent accueillir les touristes et leur faire découvrir les attraits du Québec et du Canada. Peu importe le moyen de transport utilisé, se rendre à destination doit faire partie de l'expérience de découverte. Les déplacements doivent être fluides et non une source de stress.

L'intermodalité des moyens de transport est la clé pour améliorer la mobilité et faciliter l'accès aux régions du Québec. Nous nous devons d'avoir des moyens de transport fiables et efficaces pour desservir nos villes et nos régions, et ce, à un coût abordable pour la population et pour les touristes qui nous visitent. Les différents moyens de transport doivent s'imbriquer pour offrir un trajet fiable, mais actuellement, les entrepreneurs touristiques québécois considèrent que la situation est problématique.

Selon les résultats du RADAR, plus de la moitié des répondants (56%) estime que les touristes qui visitent leur région ne profitent pas d'infrastructures et de moyens de transport abordables, fiables et efficaces. Il ne fait aucun doute qu'une part très importante des entreprises et des organismes touristiques, qui œuvrent au quotidien pour attirer des visiteurs dans les régions et les établissements touristiques du Québec, jugent cette situation comme un obstacle à leur performance.

Graphique 1 – Présence d’infrastructures et de moyens de transport

Estimez-vous que les touristes qui visitent la région où se trouve votre entreprise ou organisation profitent d’infrastructures et de moyens de transport abordables, fiables et efficaces ? (n=963)

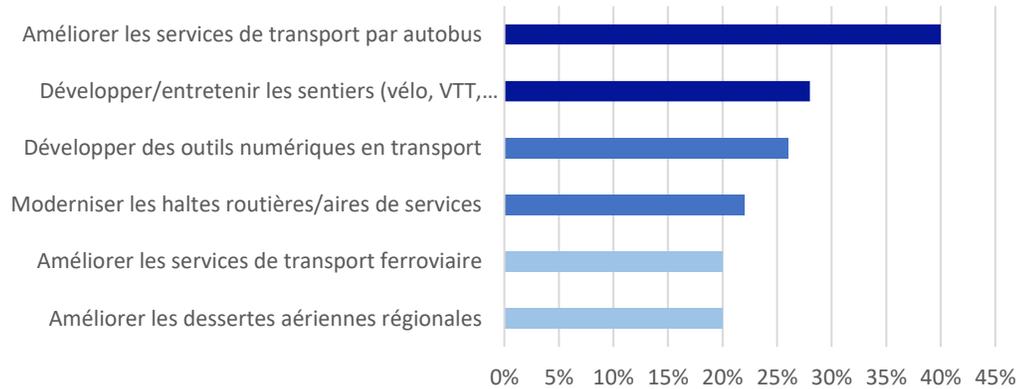


L'accès au territoire doit être facilité et développé pour permettre d'assurer la dispersion des clientèles dans les régions à partir des portes d'entrée. Pour ce faire, il est essentiel de bénéficier d'une desserte aérienne directe sur les marchés cibles. Tout doit être prévu pour simplifier la vie des voyageurs et assurer des modes de transport fiables, fluides, sécuritaires et abordables pour favoriser l'accès aux expériences touristiques offertes partout sur le territoire.

Le gouvernement du Canada doit poursuivre le projet d'établir un lien ferroviaire rapide entre Québec et Toronto. Sa réalisation permettrait une nouvelle connexion rapide sur l'Ontario, qui est un marché prioritaire pour la promotion du Québec et un important avantage pour réduire le bilan carbone lié aux déplacements. La question du transport de personnes dépasse les frontières du Québec, mais nous devons nous assurer de maintenir et de développer les liaisons avec les différents marchés pour conserver et améliorer notre compétitivité. D'ailleurs, selon les résultats du RADAR, 20 % des entrepreneurs sondés considèrent l'amélioration des services de transport ferroviaire comme une solution à privilégier pour faciliter le déplacement des touristes.

Graphique 2 – Améliorations souhaitées en transport

Quelles solutions les gouvernements devraient-ils privilégier pour faciliter et améliorer le déplacement des touristes au Québec ? Sélectionnez un maximum de trois solutions.
(n=967, résultats ayant obtenus 20% et plus)



Recommandation 5

Que le gouvernement assure le soutien financier requis à la mise en place et à la promotion de liaisons aériennes directes stratégiques sur les marchés à fort potentiel d'émission de touristes.

Recommandation 6

Que le gouvernement réduise le taux de taxation du transport aérien qui nuit à la compétitivité des entreprises aériennes et présente un frein à l'établissement de nouvelle connexion.

Recommandation 7

Que le gouvernement développe des liaisons ferroviaires plus rapides, directes et abordables entre le Québec et l'Ontario, soit des portes d'entrée de Montréal et de Toronto vers certaines régions ciblées. À cet égard, il est requis de revisiter le projet de TGF actuellement envisagé pour s'assurer qu'un projet de TGV reliant Québec à Toronto ne serait pas une option plus rentable comme projet de société pour l'avenir.

5. Limiter les effets de la pénurie de main-d'œuvre

Le manque de personnel dans les entreprises touristiques affecte la qualité de l'accueil et de l'offre et ultimement freine la génération de revenus. Cette richesse humaine est au cœur de l'expérience touristique et elle permet au

Canada, aux provinces et aux territoires de bénéficier d'une réputation enviable de destination accueillante, lui conférant un avantage concurrentiel indéniable.

L'industrie touristique, après s'être relevée de la pandémie, continue de subir un de ses effets en étant un des secteurs les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre. Selon l'édition d'hiver 2024 de la SETQ, le recrutement et le maintien en poste d'employés qualifiés demeure l'enjeu le plus préoccupant pour 68 % des entrepreneurs touristiques québécois. À titre comparatif, ce résultat est supérieur à celui pour l'industrie touristique canadienne (53 %) et celui de l'ensemble de l'économie québécoise (47 %).

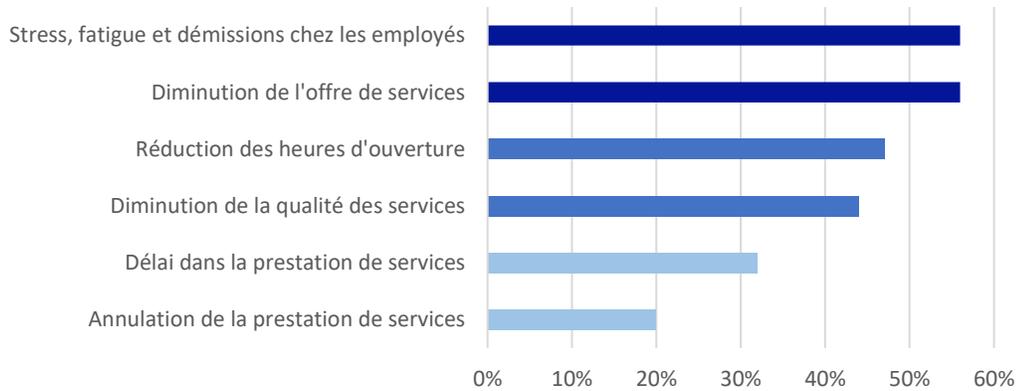
L'importance de cet enjeu prend toute sa signification alors qu'un entrepreneur sur deux (52 %), qui a répondu au sondage RADAR de l'Alliance, a affirmé avoir manqué d'employés en 2023 pour que son entreprise soit pleinement opérationnelle. Les PME forment une grande majorité des entreprises du secteur touristique, donc le manque de personnel se fait sentir rapidement.

Les résultats de ce manque d'employés ont des effets multiples et néfastes sur les entreprises et leur propriétaire. Comme le démontre le graphique ci-dessous, le manque de main-d'œuvre se répercute massivement chez les propriétaires sous forme de stress, de fatigue et de gestion des employés. La clientèle ne peut que composer avec les réductions des services et des heures d'ouverture, mais la diminution de la qualité des services est un aspect qui peut être dommageable pour la survie de l'entreprise et pour la réputation de la destination. Cet impact a été identifié par 44 % des répondants.



Graphique 3 – Impact de la pénurie de main-d'œuvre

Quel fut l'impact de ce manque d'employés sur votre prestation de service? Sélectionnez tout ce qui s'applique. (n=517)

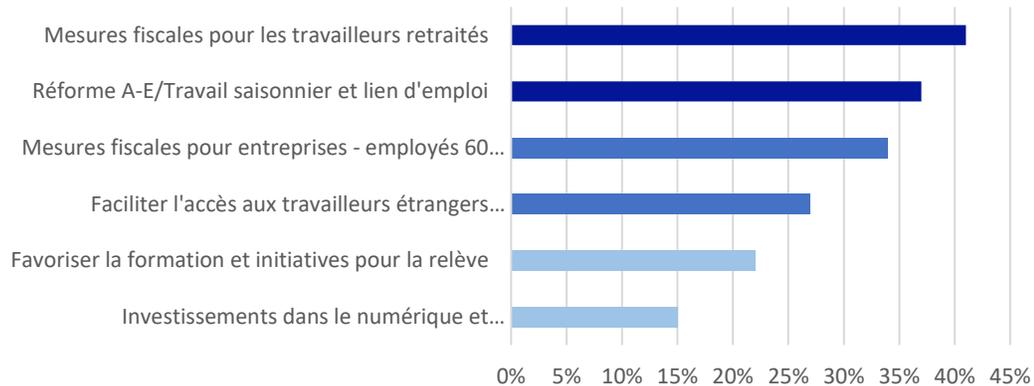


Les entrepreneurs touristiques ont besoin d'aide pour passer au travers de cette période. Il n'y a pas qu'une seule solution, mais bien un ensemble de mesures qui peuvent venir en aide aux entrepreneurs. Le recours aux travailleurs expérimentés, une réforme de l'assurance-emploi et l'accès aux travailleurs issus de l'immigration sont les pistes que les entrepreneurs privilégient.

Le recours à une main-d'œuvre issue de l'immigration temporaire devient une piste de solution pour un nombre grandissant d'entrepreneurs. Cependant, les démarches sont complexes et les délais de traitement sont importants. Ces facteurs peuvent décourager certains entrepreneurs d'entamer le processus et ainsi nuire aux entreprises déjà aux prises avec un défi de taille.

Graphique 4 – Solutions à privilégier

Quelles solutions les gouvernements devraient-ils privilégier pour réduire les impacts de la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur touristique? Sélectionnez un maximum de trois solutions. (n=1010, résultats ayant obtenus 15% et plus)



Recommandation 8

Que le gouvernement offre davantage de mesures fiscales pour les travailleurs expérimentés de 60 ans et plus et augmente le revenu maximal avant réduction de la prestation du supplément de revenu garanti.

Recommandation 9

Que le gouvernement réforme l'assurance-emploi afin de reconnaître le travail saisonnier et faciliter le maintien du lien d'emploi.

Recommandation 10

Que le gouvernement offre des incitatifs aux entreprises qui favorisent le maintien en emploi des 60 ans et plus.

Recommandation 11

Que le gouvernement ajoute un volet au Programme des travailleurs étrangers temporaires dédié à l'industrie touristique et comportant une demande simplifiée afin de faciliter le processus pour les entrepreneurs et d'en accélérer le traitement.

Recommandation 12

Que le gouvernement poursuive le soutien financier pour stimuler l'innovation dans la numérisation des entreprises permettant de revoir et d'automatiser certaines routines de travail.

6. Conclusion

Le Forum économique mondial produit un indice de développement du secteur des voyages et du tourisme qui permet de réaliser un classement de la compétitivité des destinations. Pour accroître celle-ci, le Canada et le Québec peuvent agir sur sept leviers fondamentaux :

1. L'optimisation des dépenses touristiques;
2. La résonance de la marque de destination;
3. L'accès et la connectivité avec le monde et les régions;
4. La productivité : richesse humaine et capacité numérique;
5. L'investissement;
6. L'acceptabilité sociale;
7. La transition environnementale.

Les recommandations de l'Alliance adressées aux gouvernements s'inscrivent directement dans ces leviers prioritaires. Ils permettront d'unir les interventions stratégiques et mieux y aligner le travail à réaliser avec les partenaires pour permettre au Québec de contribuer aux succès du Canada comme destination touristique.

L'industrie touristique est dynamique et accueillante à l'image de la population du Canada et du Québec. Elle représente non seulement un moteur économique crucial, mais également une contribution majeure à l'occupation de notre territoire et à la vitalité des régions. Dans le contexte économique difficile actuel, le gouvernement doit voir l'industrie touristique comme un secteur d'investissement stratégique.